



The Group of 78
Le Groupe des 78



April 6, 2020

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2

Dear Prime Minister:

We write to you today to implore you to add Canada's diplomatic voice in support of the call by the UN Secretary-General for a roll back of sanctions regimes that are heightening the health risks for millions of people and weakening the global effort to contain the spread of the new coronavirus. Our appeal is against the backdrop of a broader United Nations call for a large-scale, coordinated and comprehensive multilateral response amounting to at least 10 percent of global G.D.P.

While some sanctions, such as those in relation to North Korea, would require Security Council action, others - like the unilateral U.S. sanctions against Iran and Venezuela - can immediately be put in abeyance by the United States. We remind that President George W. Bush in 2004 eased sanctions on Iran in the wake of a terrible earthquake while President Obama lifted them completely for several months, after another earthquake in 2012. Yet President Trump has shamefully done the opposite, by imposing a new set of sanctions in mid-March.

The words of the Secretary-General in his 23 March letter to G20 countries surely speak volumes:

"I am encouraging the waiving of sanctions imposed on countries to ensure access to food, essential health supplies, and COVID-19 medical support. This is the time for solidarity not exclusion.... Let us remember that we are only as strong as the weakest health system in our interconnected world."

As you will know, humanitarian goods are required under international law to be exempted from sanctions and, while this may be technically true in the case of Iran, in practical terms it is not. In an exhaustive report Human Rights Watch found that these exemptions have not offset US and European companies' and banks' strong reluctance to risk penalties by exporting or financing humanitarian goods.

In the case of Venezuela, there has not even been a pretense by the U.S. of exempting vital food and medicine, with the result that there has been an endless shortage of medicine and

equipment for years. This catastrophe has been the subject of several statements by the UN High Commissioner for Human Rights,

The World Health Organization is providing direct assistance to both Iran and Venezuela. Most recently France, Germany and the UK have begun exporting medical supplies to Iran using a new “Instex trading mechanism” intended to shield their companies from retaliatory so-called secondary U.S. sanctions. The EU is also supporting the requests from Iran and Venezuela for emergency assistance from the U.S. dominated International Monetary Fund.

Iran is grappling with one of the worst outbreaks of the novel coronavirus globally. In recent weeks the UK has used quiet diplomacy to urge President Trump to ease the sanctions inhibiting the shipment of medical supplies and humanitarian aid to Iran’s 80 million people. Canada, with its regular ongoing interactions with the United States in the management of the pandemic and our mutual border, is in an even better position to engage in constructive discussions with the U.S. administration to ease sanctions on humanitarian grounds.

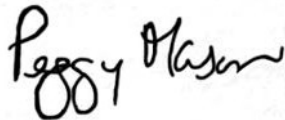
The inexorable advance of COVID-19 has already led to significant changes in the U.S. President’s approach to the pandemic. Canada should quietly but forcefully argue that impeding the ability of countries like Iran and Venezuela to fight the virus will undermine the global effort to defeat the virus and ultimately further imperil us all, including American lives and livelihoods.

We call on the Government of Canada to take this action in the name of our common humanity. We are in a unique position to make a difference. Let us act accordingly.

Very sincerely,



Roy Culpeper,
Chair of the Group of 78
63 Sparks, Suite 608
Ottawa, ON K1P 5A6
Tel. 613 565-9449 ext/poste 22
Home: 613-262-5911



Peggy Mason,
President of the Rideau Institute
63 Sparks, Suite 608
Ottawa, ON K1P 5A6
Tel. 613 565-9449 ext/poste 24
Home Phone: 613-722-5237
pmason@rideauinstitute.ca



The Group of 78
Le Groupe des 78



Le Très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2

Le 6 avril 2020

Cher Premier ministre,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous implorer d'appuyer de la voix diplomatique du Canada l'appel du Secrétaire général de l'ONU pour le recul des régimes de sanctions qui augmentent les risques pour la santé de millions de personnes et affaiblissent les efforts planétaires de maîtrise du nouveau coronavirus. Notre requête s'inscrit dans le contexte plus large de l'appel des Nations Unies pour une réaction multilatérale globale et coordonnée, visant au moins 10% du PIB mondial affectés par la pandémie.

Bien que certaines sanctions, comme celles visant la Corée du Nord, requièrent l'implication du Conseil de Sécurité de l'ONU, d'autres – telles que celles unilatérales des É-U envers l'Iran et le Venezuela – peuvent être immédiatement suspendues par les États-Unis. On se souviendra que le Président George W. Bush allégea les sanctions contre l'Iran en 2004 à la suite d'un terrible tremblement de terre, et que le Président Obama les leva pendant plusieurs mois, après un autre séisme en 2012. Mais le Président Trump a honteusement fait le contraire, en imposant un nouvel ensemble de sanctions à la mi-mars.

Les mots du Secrétaire général dans sa lettre du 23 mars aux pays membres du G-20 parlent d'eux-mêmes :

« J'encourage la levée des sanctions imposées aux pays pour assurer l'accès à la nourriture, aux fournitures de santé et à l'aide médicale pour le COVID-19. Le temps est à la solidarité, non à l'exclusion... Souvenons-nous que nous sommes aussi forts que le plus faible des systèmes de santé de notre monde interconnecté. »

Comme vous le savez, en vertu du droit international, l'aide humanitaire ne peut pas faire l'objet de sanctions. Bien que ce soit techniquement exact pour l'Iran, ce n'est pas le cas dans la réalité. Un rapport exhaustif de Human Rights Watch révèle que ces exemptions n'ont pas diminué les réticences des entreprises européennes et américaines à risquer des pénalités pour avoir exporté ou financé des denrées humanitaires.

Dans le cas du Venezuela, les États-Unis n'ont même pas envisagé d'exclure la nourriture et les médicaments vitaux, ce qui a résulté dans une pénurie continuelle de médicaments et d'équipement, depuis des années. Cette catastrophe a fait l'objet de plusieurs déclarations de la part du Haut-commissariat pour les Droits de la personne de l'ONU.

L'Organisation mondiale de la santé apporte son aide directe à l'Iran et au Venezuela. Plus récemment, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont débuté l'exportation de fournitures médicales vers l'Iran en utilisant le nouveau «mécanisme d'échange Instex» pour soustraire leurs entreprises aux représailles des « sanctions secondaires » américaines. Par ailleurs, l'Union européenne appuie les demandes de l'Iran et du Venezuela d'une aide d'urgence de la part du Fonds monétaire international, lequel est dominé par les États-Unis.

L'Iran est aux prises avec l'une des pires éclosions du nouveau coronavirus au monde. Ces dernières semaines, le Royaume-Uni a tenté de convaincre par voie diplomatique le président Trump d'alléger les sanctions qui grèvent l'envoi de denrées médicales et humanitaires aux 80 millions d'Iraniens. Le Canada serait encore en meilleure position pour entamer des discussions fructueuses afin d'alléger les sanctions pour des raisons humanitaires, par ses négociations constantes avec les États-Unis dans la gestion de la pandémie vu notre frontière commune.

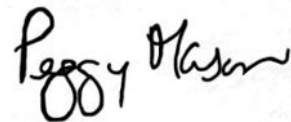
L'inexorable expansion de la COVID-19 a déjà altéré l'approche du Président américain face à la pandémie. Le Canada devrait, calmement mais fermement, faire valoir que d'empêcher des pays comme l'Iran et le Venezuela de combattre efficacement le virus revient à miner l'effort mondial pour le vaincre et en fin de compte, ne fera que mettre en danger les moyens d'existence et les vies américaines.

Nous demandons au gouvernement du Canada d'agir au nom de notre sentiment commun d'humanité. Nous nous trouvons en position privilégiée pour créer une différence. Agissons en conséquence.

Sincèrement,



Roy Culpeper,
Président du Groupe des 78
63 Sparks, Suite 608
Ottawa, ON K1P 5A6
Tel. 613 565-9449 ext/poste 22
Home Phone : 613-262-5911



Peggy Mason,
Présidente de l'Institut Rideau 63 Sparks, Suite 608
Ottawa, ON K1P 5A6
Tel. 613 565-9449 ext/poste 24
Home Phone: 613-722-5237
pmason@rideauinstitute.ca